

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

L'assemblée générale d'automne de l'EMB a eu lieu les 9 et 10 novembre à Nunspeet, aux Pays-Bas. Les organisations membres présentes en ont profité pour célébrer le 10^{ème} anniversaire de l'association.

A-t-on cependant encore des raisons de se réjouir lorsque l'on voit le prix catastrophique du lait depuis maintenant deux ans ? L'EMB a-t-il encore une raison d'être ? La main invisible du marché ne serait-elle pas mieux placée pour résoudre les problèmes ?

Mais au fait, quels sont ces problèmes auxquels sont confrontés les producteurs laitiers depuis de nombreuses années ? En deux mots : le prix du lait. Il est loin de permettre aux producteurs laitiers de couvrir leurs coûts, qui, eux, sont de plus en plus importants et ce, alors que les exigences en matière de bien-être animal et de protection de l'environnement sont toujours plus strictes. Suite à la décision politique de libéraliser le marché, les producteurs laitiers européens doivent se soumettre à la loi du marché. Les coûts de production toujours plus importants et les exigences imposées aux producteurs sont tout simplement ignorés par les décideurs. Or, cette politique a poussé de nombreux de nos membres à abandonner leur activité, tandis que les autres sont au bord de la ruine.

Ces dix dernières années, et aujourd'hui encore, l'EMB a été et demeure l'une des seules organisations au niveau européen qui, de manière résolue et par tous les moyens possibles, lutte pour rectifier la situation. L'EMB a été et reste la voix des producteurs laitiers. Elle représente des demandes claires et des concepts mûrement réfléchis et ce, avec passion et authenticité. Les organisations membres d'EMB et leurs agriculteurs luttent de façon directe et ciblée pour leurs droits et pour un prix du lait rémunérateur. Sans les activités de l'EMB, les crises laitières de 2009, 2012 et 2015/2016 n'auraient pas recueilli l'attention du grand public. Les producteurs laitiers européens se seraient éteints en silence. Personne n'aurait élevé la voix et rien n'aurait changé.

L'EMB est désormais reconnu et respecté par les institutions européennes, dont le Parlement et la Commission. Elle peut discuter d'égal à égal avec les autres parties prenantes. Le dialogue est ouvert et les sujets sont mis sur la table.

L'EMB connaît un franc succès ! Le programme de réduction des volumes décidé par le Conseil des ministres, et qui est en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2016, suit dans les grandes lignes les revendications de l'EMB. L'application de ce programme est non seulement nécessaire et urgente, mais elle représente également un changement de système dans la politique européenne. Pendant de longs mois, les responsables politiques ont préféré faire confiance au marché et ne pas intervenir dans la production, ce n'est plus le cas. Il aura certes fallu du temps, mais ce n'était pas encore trop tard. Il s'agit maintenant de persévérer et de continuer à œuvrer pour que de telles crises des prix ne puissent se répéter.

Mais pour l'heure, place à la fête. 10 ans de porte-voix des producteurs laitiers. 10 ans de ténacité. 10 ans de belles actions et de concepts intelligents. 10 ans que l'EMB marque des points !

Romuald Schaber, président de l'EMB

Bulletin novembre 2016

- L'EMB célèbre ses 10 ans d'existence
- Espagne : des actions contre l'industrie et le secteur de la distribution
- Allemagne: les actions du BDM devant des laiteries et des supermarchés
- Table ronde avec Jan Slomp au Parlement européen
- Le lait en poudre de l'UE menace la production locale en Afrique de l'Ouest
- Perspectives de l'UE pour le marché du lait
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124

B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

L'EMB célèbre ses 10 ans d'existence

Il ne manque plus qu'un instrument de crise pour un anniversaire parfait. L'EMB appelle à la mise en place d'un instrument de crise permanent

pour le secteur laitier.

Des manifestations dans les capitales européennes, plus de 1 000 tracteurs envahissant les rues de Bruxelles, du lait coulant sur les fenêtres du Parlement européen ou encore un entretien avec le Pape à Rome : voilà quatre actions, parmi tant d'autres, menées par les producteurs de lait européens de l'European Milk Board (EMB), qui auront marqué les esprits de l'opinion publique et des politiques au cours des dernières années. Mais il ne faut pas non plus oublier que cette association de producteurs laitiers est également connue pour son engagement dans un dialogue politique constructif et pour sa participation aux groupes de travail de l'UE au cours desquels elle a mis en avant ses idées en faveur d'un marché du lait stable. Le résultat : un règlement d'exemption par catégorie, qui a fait son chemin jusqu'au « Paquet lait », l'Observatoire du marché du lait (MMO) et l'actuelle réduction volontaire de la production au niveau européen. Et pourtant,

un instrument de crise permanent fait toujours défaut.

Bruxelles/ Nunspeet, 10.11.2016 : « Lève-toi, le producteur de lait ! » est le slogan des producteurs laitiers européens qui luttent ensemble depuis 2006 sous l'égide de l'EMB contre la désintégration de l'agriculture. « C'est en raison d'une politique ne se préoccupant pas des objectifs de la PAC concernant la stabilité du marché et la garantie d'un revenu adapté dans le secteur agricole que la création de l'EMB était devenue une véritable nécessité », se souvient le président de l'EMB et producteur de lait Romuald Schaber. « À l'époque déjà, la solidarité entre collègues de tous les pays et la poursuite d'objectifs communs nous étaient très importantes. Nous ne voulions pas être montés les uns contre les autres mais plutôt nous présenter d'un front uni pour une agriculture équitable. » L'EMB, qui représente aujourd'hui près de 100 000 producteurs de lait, incarne justement cette solidarité depuis maintenant 10 ans. Ses membres travaillent ensemble et revendiquent un prix du lait équitable mais aussi une agriculture qui se soucie du bien-être animal et de l'équilibre entre les régions d'Europe. En somme, des valeurs qui sont également essentielles à la société en général.

Un travail constructif qui a permis de surmonter des obstacles importants

Depuis, beaucoup a été accompli au niveau politique : la proposition de l'EMB de créer un **règlement d'exemption par catégorie a**, par l'entrée en vigueur du « Paquet lait » en 2012, permis aux producteurs de regrouper l'offre. **Le concept d'une Agence de surveillance** a en partie vu le jour au sein de l'Observatoire du marché du lait (MMO). Par ailleurs, cette année, la **réduction volontaire de la production**, qui est un élément essentiel du **Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB**, a été appliquée au niveau européen. Au cours des dix dernières années, le **lait équitable** est également devenu une marque propre dans six pays de l'UE, établissant ainsi un lien direct entre les agriculteurs et les consommateurs.

Se montrer constructif et contribuer à chercher des solutions a toujours été la maxime de l'organisation des producteurs de lait. « Il n'a jamais été question pour l'EMB de vouer aux gémonies les élites politiques. En tant que producteurs, nous souhaitons prendre nos responsabilités et être sérieusement impliqués dans le débat politique », explique la vice-présidente de l'EMB, Sieta van Keimpema, quant aux intentions des membres. « Nous remercions du fond du cœur les politiques, les acteurs de la société civile et du secteur laitier qui nous ont soutenu au cours des dix dernières années. »

Certes, beaucoup a été accompli mais il y a encore du pain sur la planche

La mesure unique de réduction volontaire de la production doit désormais mener à l'établissement d'un instrument de crise permanent, inspiré du Programme de responsabilisation face au marché (PRM).

À cette fin, il faut un cadre législatif, qui :

1. **établit un indice de marché par le biais du MMO**
2. **introduit un plafonnement de la production restante durant la réduction volontaire de la production en temps de crise et des sanctions pour s'assurer que les plafonnements sont respectés**
3. **permette la création d'un fonds de contribution par les éleveurs pour financer l'instrument de crise.**

Une plus grande participation des producteurs de lait dans toute l'Europe

Au cours des dix dernières années, les éleveurs se sont beaucoup engagés mais ils ont également dû faire plusieurs sacrifices. La grève du lait de 2008 et 2009 restera gravée dans les mémoires en tant que période difficile mais également en tant qu'action nécessaire. Beaucoup d'efforts ont été déployés pour protester et pour s'engager politiquement et ce grâce au courage mais également en raison du désespoir des agriculteurs. « Nous souhaitons vous remercier pour votre engagement unique et formidable des dix dernières années. Nous n'en serions pas là aujourd'hui sans le travail fantastique que vous avez fourni », déclare Romuald Schaber à ses collègues de toute l'Europe. D'après lui, les agriculteurs se sont révoltés et ont refusé de rester silencieux face à des politiques agricoles qui les poussent à arrêter leur production. Mais le secteur laitier n'est pas encore assez avancé pour faire face aux crises à venir. « Pour que cet anniversaire soit vraiment parfait, il faudrait encore un instrument de crise permanent. Mais nous ne baisserons pas les bras », réaffirme Schaber, concernant les projets des éleveurs.

Certains représentants politiques ainsi que des groupes de pression n'étaient peut-être pas toujours ravis de l'assurance des producteurs de lait européens. C'était toutefois un aspect important et cela l'est toujours aujourd'hui. Les agriculteurs et des régions rurales dynamiques sont le ciment du système alimentaire et donc indispensables pour notre société. En outre, l'UE a besoin de l'avis engagé et démocratique de ses citoyens. Une union qui devrait justement vivre de cette participation constructive. C'est la raison pour laquelle les éleveurs européens de l'EMB continueront de scander : « Lève-toi, le producteur de lait ! ».

Communiqué de presse de l'EMB

[Vidéo 10 ans EMB](#)

[Galerie de photos](#)

Espagne : des actions contre l'industrie et le secteur de la distribution

Après l'élection d'un nouveau conseil d'administration en septembre, le nouveau président de l'organisation espagnole de producteurs de lait OPL, Jose Alberto Martin, a commencé à contacter d'autres associations de producteurs et de consommateurs, afin d'opposer un front commun aux pratiques déloyales de l'industrie et de la distribution.

© OPL

L'OPL exige l'étiquetage du pays d'origine sur tous les produits alimentaires et lutte contre les informations erronées sur la consommation et la production de lait. À cet égard, nous avons déjà lancé une opération médiatique afin de contrer l'émergence d'une campagne de diffamation inquiétante et persistante contre le lait et visant même à criminaliser les producteurs laitiers. L'OPL a réfuté de nombreuses accusations de maltraitance animale présumée et de fausses études sans aucun fondement scientifique sur la dangerosité du lait. Nous demandons aussi instamment au gouvernement d'agir car, si rien n'est fait pour mettre un terme à ces agissements, il est inutile de dépenser de l'argent en campagnes visant à encourager la consommation de lait. Nous étudions déjà certains cas en vue de poursuites judiciaires si les faits persistent. Nous avons également transmis des informations sur les pratiques déloyales de l'industrie et de la distribution, afin de les rendre publiques et de sensibiliser à la situation des producteurs laitiers.

Les problèmes auxquels les producteurs laitiers espagnols ont été confrontés en 2015 ont provoqué la fermeture de 1 544 exploitations dans notre pays. Il ne reste désormais plus que 16 490 éleveurs laitiers et nous nous attendons malheureusement à voir fermer d'autres exploitations d'ici à la fin de l'année.

Le prix moyen du lait a atteint 29 centimes d'euro en août, légèrement plus qu'en juillet (28,6 centimes) mais moins par rapport au mois de l'année précédente (29,7 centimes en août 2015). La Galicie est la région où le prix est le plus bas (27,2 centimes). Toutefois, tant que les autorités échoueront à promouvoir une distribution équitable des profits tout au long de la chaîne de production, les perdants seront toujours le maillon le plus faible et le plus divisé de la chaîne de production : les producteurs. Cela fait plus de six mois que nous réclamons des prix suffisants et équitables. Nous demandons à ce que des sanctions soient mises en place si ces prix ne sont pas atteints et nous insistons sur la nécessité d'un médiateur. Nous devrions commencer à maîtriser la production européenne, sur la base de la consommation de chaque pays et de la demande à l'exportation, afin de contrôler les surplus et de donner plus de stabilité à l'ensemble des pays.

Il suffit de jeter un œil à la baisse alarmante de la consommation de produits laitiers. L'année dernière, la consommation de lait en Espagne a chuté de 4,3%, passant de 3,419 milliards de litres en 2011 à 3,271 en 2015.

José Alberto Martín, président de l'OPL Espagne (Organización de Productores de Leche)

Allemagne: les actions du BDM devant des laiteries et des supermarchés

Le 4 octobre, les éleveurs de l'association allemande de producteurs laitiers (BDM) ont rendu visite à 30 laiteries localisées dans l'ensemble de l'Allemagne. Beaucoup étaient même sur place avec leurs tracteurs. Les membres de l'association avaient des revendications et ils étaient accompagnés de panneaux, de bannières et de Justines pour faire passer

leur message.

L'objectif de l'action était de donner une résolution reprenant les doléances du BDM. Les producteurs laitiers dénoncent les bénéfices engrangés par les laiteries en raison des conditions du marché les favorisant. Cet argent devrait plutôt profiter à ceux qui en ont réellement besoin et qui sont directement affectés par la crise, à savoir les producteurs laitiers. Ceux-ci exigent un prix d'au moins 40 cent/kg mais même dans ce cas de figure, les pertes des

derniers mois ne pourraient être compensées.

Le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) vise à mettre en place un filet de sécurité efficace pour le marché du lait européen afin que de telles situations ne puissent plus se produire et que l'on puisse les éviter à temps. Beaucoup de vendeurs de lait se sont montrés ouverts à la discussion et ont dit soutenir les revendications du BDM. L'ambiance était également

moins tendue que par le passé.

Les commerces ont également reçu la visite des membres du BDM le 10 octobre. L'action, intitulée « 5 nach 12 » en allemand (ou « il est plus que temps »), visait à sensibiliser les commerces sur la situation des producteurs laitiers, qui sont aujourd'hui acculés en raison du prix du lait extrêmement bas.

La résolution du BDM leur a également été donnée car les commerces font eux aussi partie de la solution. Le marché ne devrait pas être régi par des intérêts commerciaux ; et les commerces peuvent justement agir afin d'aider à la stabilité des prix. Ces revendications, qui vont au-delà du cadre législatif national, stipulent qu'il faut assurer une rémunération intégrale aux agriculteurs. Autre argument de la résolution : il faut arrêter d'utiliser le consommateur comme excuse pour justifier des prix bas pour le lait. Les consommateurs sont conscients de la valeur du lait et sont souvent prêts à payer un prix adapté en conséquence, si celui-ci permet aux agriculteurs d'en vivre. La rencontre avec les commerces a donné lieu à plusieurs discussions intéressantes. Ces deux actions ont beaucoup fait parler d'elles dans la presse, aussi bien dans la presse régionale qu'au niveau du pays entier.

Nadine Gund, directrice du BDM

[Résolution reprenant les doléances soumises aux laiteries allemandes et européennes \(en allemand\)](#)

[Résolution reprenant des doléances soumises à la distribution \(en allemand\)](#)

Table ronde avec Jan Slomp au Parlement européen

Que signifient véritablement les termes durabilité et compétitivité ? Cette question a été soulevée par M. Jan Slomp, président de l'Union National des Fermiers du Canada au cours de la table ronde au Parlement européen organisée par l'EMB le 19 septembre.

© EMB

M. Slomp a été invité à Bruxelles après avoir écrit une lettre remarquable au Commissaire Hogan. Dans cette lettre, il expliquait les avantages du système canadien de gestion du marché pour le secteur laitier. Ce système empêche les crises du prix du lait comme celle à laquelle l'UE est confrontée depuis l'abandon des quotas laitiers. Le système canadien de gestion du secteur laitier permet aux producteurs de négocier les prix du lait et d'adapter l'offre à la demande. Le résultat est l'absence de surproduction et de crises dans ce secteur, des prix équitables, des revenus stables pour les producteurs, sans nécessiter de subventions.

« Peut-on parler de durabilité si l'on remplace la production locale par des produits venus de l'étranger ou d'un autre continent ? Peut-on parler de durabilité quand on supprime la production locale et qu'on détruit les structures sociales nationales, avec pour conséquence la perte d'emplois et de la stabilité économique de toute la zone rurale autour des exploitations laitières ? Une entreprise peut-elle se dire compétitive quand elle vend un produit moins cher car le gouvernement verse des aides aux revenus à ceux qui produisent les matières premières ? Ceci permettant aux négociants et à l'industrie agro-alimentaire de verser à ces producteurs des sommes très inférieures au prix coûtant. »

Voici les questions que Jan Slomp, un néerlandais émigré, a utilisées pour expliquer les effets pervers de ce que l'on appelle souvent le « libre-échange ». Le gouvernement canadien a affirmé que les exportations canadiennes étaient en hausse grâce aux accords commerciaux. Toutefois, les importations ont crû à la même vitesse. Il arrive souvent que des produits qui étaient produits localement soient désormais importés. Conclusion : les accords commerciaux conduisent à une perte de souveraineté des gouvernements, et ne bénéficient qu'au commerce et à l'industrie.

Jan Slomp a également exprimé son inquiétude au sujet de CETA - l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada. Les 17 000 tonnes de fromage que l'Europe pourrait exporter au Canada chaque année signifieraient la fermeture de 400 exploitations laitières au Canada. Ces exportations européennes ne bénéficieront ni aux producteurs de lait européens, ni aux consommateurs. Les accords commerciaux comme NAFTA - l'accord de libre-échange conclu entre le Canada, les États-Unis et le Mexique - l'ont déjà prouvé. Les producteurs primaires au Canada et dans l'UE ont besoin de perspectives d'avenir, pas d'une fausse concurrence imposée par les gouvernements, le négoce ou l'industrie agro-alimentaire. Les accords commerciaux conduisent à des monopoles et ne bénéficient pas à la société dans son ensemble.

Les gouvernements du monde entier négligent les aspirations de leurs peuples. Les mutations en terme de stabilité sociale mondiale montrent que les citoyens ne supportent plus d'être traités de la sorte par les gouvernants. Dans l'Union européenne, le Brexit est une preuve éclatante de ce phénomène. Nous serions bien avisés de faire une pause pour réévaluer les accords commerciaux et leur portée, afin d'empêcher les monopoles d'accroître leur influence sur les marchés et pour faire en sorte que les zones rurales soient vivantes et prospères dans le monde entier.

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB

Le lait en poudre de l'UE menace la production locale en Afrique de l'Ouest

Le sujet central de la visite à Bruxelles de deux représentants du Burkina Faso était une politique laitière de l'UE responsable.

René Millogo de la Plate-forme d'Actions à la Sécurisation des Ménages Pastoraux et Mariam Diallo, directrice de l'Union nationale des mini laiteries du Burkina Faso se sont rendus à Bruxelles à l'invitation de l'EMB et s'y sont entretenus avec des représentants de la Commission européenne et des parlementaires. La délégation burkinabè a insisté sur le fait que la surproduction européenne créait du dumping sur les marchés africains. Voir à ce sujet notre [compte-rendu détaillé](#) dans le bulletin d'informations d'octobre.

Étude : « L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'Ouest »

Un étude récente d'Oxfam et de SOS Faim Belgique pointe les projets ambitieux de l'Europe pour le marché du lait ouest-africain. L'Europe produit trop de lait, avec des excédents en forte augmentation depuis la fin du système des quotas en 2015. La consommation de lait stagne et la croissance démographique aussi. À l'inverse, l'Afrique de l'Ouest connaît une croissance forte de la demande en produits laitiers et de sa population.

L'industrie laitière européenne lorgne sur les marchés de croissance de l'Afrique de l'Ouest. Des entreprises multinationales ont déjà le pied dans la porte et se disputent le contrôle du marché du lait. Que restera-t-il aux producteurs de lait africains ?

L'étude « L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'Ouest » [en français](#) et [néerlandais](#).

Regina Reiterer, EMB

Perspectives de l'UE pour le marché du lait

La Commission européenne a publié, début octobre, les perspectives à court terme pour les marchés du lait européens pour les années 2016 et 2017. Les perspectives pour le marché font entrevoir un début d'amélioration mais sont peu confiantes quant à une reprise durable du marché.

© European Commission

Toutes les notations de produits étaient à la hausse au cours des dernières semaines en Europe ; les prix du beurre et du petit-lait ont particulièrement augmenté. Le prix du beurre a retrouvé son niveau de 2012-2013 à 374 €/100 kg. Le prix du lait écrémé en poudre est resté bas, mais 13% au-dessus du prix d'intervention. Aucun volume n'a été proposé à l'intervention depuis la mi-septembre. D'après le rapport, la hausse des prix des produits devrait faire grimper les prix du lait. Le prix du lait le plus bas a été atteint en juillet 2016 (25,6 €/100 kg en moyenne). Les prix du lait en Europe augmentent depuis le mois d'août (26,4 €/100 kg).

La Commission européenne reste très prudente concernant la durée de la reprise des prix des produits et du lait. Le doute plane surtout car il existe de grands stocks publics et privés de lait écrémé en poudre qui, lors de leur remise en circulation, pourraient déstabiliser le marché. De plus, la hausse

des prix du lait entraînera une augmentation de la production. Par ailleurs, les pronostics favorables de la production de lait aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande auront un impact sur le marché européen. En raison de bonnes conditions météorologiques, des livraisons supplémentaires de lait sont possibles à la fin de l'année dans certains pays (Irlande, Grande-Bretagne, Portugal).

Livraisons de lait de l'UE pour 2016 et 2017

Les livraisons européennes de lait diminuent depuis juin 2016. Des volumes inférieurs de 2% à 2015 sont prévus pour le 2^e semestre 2016. La Commission s'attend encore à une augmentation de 0,6% par rapport à l'année précédente (= 800 000 t) d'ici la fin de l'année. Pour l'année 2017, les livraisons de lait devraient rester inférieures à 2016 pendant les premiers mois et on s'attend ensuite à une augmentation de la production, surtout une fois que les prix repartiront à la hausse. Une hausse de 0,5% est prévue pour 2017.

[Rapport complet \(en anglais\)](#)

Regina Reiterer, EMB

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org>/<https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-novembre-2016.html>